



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 79.176/4  
du 6 mai 2026

advies 79.176/4  
van 6 mei 2026

sur

over

un avant-projet de loi  
'modifiant le titre XIII,  
chapitre VI, de la loi-  
programme (I) (art. 479) du  
24 décembre 2002 en ce qui  
concerne la tutelle des mineurs  
étrangers non accompagnés'

een voorontwerp van wet 'tot  
wijziging van titel XIII,  
hoofdstuk VI, van de  
programmawet (I) (art. 479)  
van 24 december 2002 wat de  
voogdij over niet-begeleide  
minderjarige vreemdelingen  
betreft'

Le 7 avril 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'modifiant le titre XIII, chapitre VI, de la loi-programme (I) (art. 479) du 24 décembre 2002 en ce qui concerne la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 mai 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Anne-Stéphanie RENSON, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Clément PESESSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mai 2026.

\*

Op 7 april 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie, belast met Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van titel XIII, hoofdstuk VI, van de programmawet (I) (art. 479) van 24 december 2002 wat de voorgdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen betreft'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 6 mei 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Clément PESESSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 mei 2026.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique <sup>‡</sup> ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

## EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

### Article 3

L'article 27, paragraphe 1, alinéa 1<sup>er</sup>, point b), de la directive (UE) 2024/1346 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale' dispose que, lorsqu'une demande de protection internationale est présentée par une personne qui affirme être mineure, ou au sujet de laquelle il y a des raisons objectives de penser qu'elle est mineure, le représentant doit être désigné « dès que possible et au plus tard dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de présentation de la demande ».

Les alinéas 4 et 5 précisent par ailleurs ce qui suit :

« Les États membres incluent dans leurs plans d'urgence visés à l'article 32 des mesures à prendre pour assurer la désignation de représentants et de personnes aptes à agir provisoirement en tant que représentants conformément au présent article dans les cas où ils sont confrontés à un nombre disproportionné de demandes présentées par des mineurs non accompagnés.

Lorsque la mise en œuvre des mesures visées au quatrième alinéa est insuffisante pour faire face à un nombre disproportionné de demandes présentées par des mineurs non accompagnés, ou dans d'autres situations exceptionnelles, la désignation de représentants peut être reportée de dix jours ouvrables et le nombre de mineurs non accompagnés par représentant peut être revu à la hausse, jusqu'à une limite maximale de cinquante mineurs non accompagnés ».

Ainsi, le délai maximal dans lequel le tuteur doit être désigné est de quinze jours ouvrables à partir de la date de la présentation de la demande de protection internationale, ou, dans certaines conditions, de vingt-cinq jours ouvrables à partir de la même date.

En précisant de tels délais, la directive (UE) 2024/1346 se distingue de l'article 24, paragraphe 1, de la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 'établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale', lequel ne prévoyait qu'une désignation « dès que possible ».

Ces délais correspondent par ailleurs à ceux qui sont prévus à l'article 23 du règlement (UE) 2024/1348 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 'instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE'.

---

<sup>‡</sup> S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

Le texte en projet se limite à imposer une désignation du tuteur « le plus rapidement possible », sans faire expressément écho aux délais mentionnés ci-dessus, lesquels s'appliquent de plein droit aux demandeurs de protection internationale.

Le dispositif et le commentaire de l'article seront clarifiés à la lumière de cette observation afin d'en assurer la cohérence avec les textes européens et en tenant compte de l'objectif poursuivi par l'auteur de l'avant-projet d'harmonisation de la procédure applicable aux mineurs étrangers non accompagnés, qu'ils soient ou non demandeurs de protection internationale.

### Article 5

Dans la version française, le mot « temporaire » sera remplacé par le mot « provisoire », afin de maintenir l'harmonie lexicale avec les autres dispositions de la loi modifiée, dont les alinéas 2 et suivants du paragraphe modifié.

### Article 6

1. Dans le cadre d'affaires portant sur la compatibilité de la mise en œuvre de procédures d'accueil et de détermination de l'âge de mineurs non-accompagnés avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'homme a considéré que le principe de présomption de la minorité est « un élément inhérent à la protection du droit au respect de la vie privée d'une personne étrangère non accompagnée déclarant être mineure »<sup>1</sup>, qui découle de la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant. Cet intérêt est garanti notamment par l'article 3 de la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>2</sup> et par l'article 22*bis* de la Constitution<sup>3</sup>.

Par ailleurs, selon l'exposé des motifs, l'article 6 de l'avant-projet vise à harmoniser les procédures relatives aux mineurs non accompagnés non-demandeurs de protection internationale avec celles relatives aux mineurs non accompagnés demandeurs de protection internationale telles qu'elles sont prévues par le règlement (UE) 2024/1348.

---

<sup>1</sup> Voir Cour eur. DH, arrêt *D. et C. c. Italie*, 21 juillet 2022, § 153, et arrêt *A.C. c. France*, 16 janvier 2025, §§ 154 et s., pour une application hors demande de protection internationale.

<sup>2</sup> Cette convention a été ratifiée par la loi du 25 novembre 1991 'portant approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée à New York le 20 novembre 1989'.

<sup>3</sup> Voir également Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, 14 décembre 2022, Recommandation CM/Rec (2022)22, recommandation n° 2.

Conformément au principe de présomption de minorité, l'article 25, paragraphe 2, de ce règlement prévoit notamment que

« [L]orsque le résultat de l'évaluation de l'âge visée au présent paragraphe n'est pas concluant en ce qui concerne l'âge du demandeur, ou comporte une tranche d'âge inférieure à 18 ans, les États membres présument que le demandeur est mineur ».

L'article 7, § 3, actuel du titre XIII, chapitre VI, (article 479) de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 prévoit qu'« en cas de doute quant au résultat du test médical, l'âge le plus bas est pris en considération ».

Cette disposition est abrogée par l'avant-projet, sans être remplacée par une disposition analogue de telle sorte qu'aucune garantie du respect de la présomption de la minorité n'est plus octroyée en cas d'incertitude quant à la minorité du mineur non accompagné à la suite du test médical.

La section de législation n'aperçoit pas la raison justifiant la suppression pure et simple de cette garantie.

L'avant-projet sera revu afin d'offrir des garanties suffisantes quant au respect de la présomption de minorité déduite de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

2. En outre, selon la même jurisprudence, la procédure d'évaluation au moyen de tests médicaux de l'âge de la personne qui déclare être mineure constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée de celle-ci, même en présence du consentement de l'intéressé<sup>4</sup>. Cette ingérence doit reposer sur une base légale<sup>5</sup> et n'est admissible que si le mineur y consent de manière libre et éclairée<sup>6</sup>, ce qui implique que la procédure soit entourée *in concreto*, dans le respect de l'intérêt supérieur du mineur et eu égard à sa particulière vulnérabilité, de garanties appropriées et suffisantes se traduisant par la communication des informations de nature à lui permettre, dans le cadre du processus décisionnel, d'assurer la protection effective de ses intérêts<sup>7</sup>.

Dans ce sens, l'article 25, paragraphes 4 et 5, du règlement (UE) 2024/1348 prévoit ce qui suit :

« 4. Lorsqu'elle fait procéder à des examens médicaux afin d'évaluer l'âge d'un demandeur, l'autorité compétente veille à ce que les demandeurs, leurs parents, l'adulte qui, selon le droit ou la pratique de l'État membre concerné, en est responsable, leur représentant ou la personne visée à l'article 23, paragraphe 2, point a), soient informés, préalablement à l'examen de leur demande de protection internationale, dans une langue qu'ils comprennent et d'une manière adaptée aux enfants et à leur âge, de la possibilité que leur âge soit évalué au moyen d'un examen médical. Cela comprend notamment des informations sur la méthode d'examen, les conséquences possibles que les résultats de cet examen médical pourraient avoir pour l'examen de la demande, et sur la possibilité et les conséquences d'un

<sup>4</sup> Cour eur. DH, arrêt *F.B. c. Belgique*, 6 mars 2025, §§ 74-76.

<sup>5</sup> *Ibidem*, § 77.

<sup>6</sup> *Ibidem*, § 90.

<sup>7</sup> Cour eur. DH, arrêt *A.C. c. France*, 16 janvier 2025, § 172.

refus de la part du demandeur de subir un tel examen médical. Tous les documents relatifs à l'examen médical sont versés au dossier du demandeur.

5. Un examen médical visant à évaluer l'âge des demandeurs n'est réalisé que si les demandeurs, leurs parents, l'adulte responsable visé au paragraphe 4 du présent article, leur représentant ou la personne visée à l'article 23, paragraphe 2, point a), y consentent après avoir reçu les informations mentionnées au paragraphe 4 du présent article ».

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, en projet du titre XIII, chapitre VI, (article 479) de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 prévoit qu'un test médical ne peut être réalisé qu'« après avoir recueilli le consentement de l'intéressé ».

L'avant-projet gagnerait à préciser dans son dispositif, plutôt que dans le commentaire de l'article, les modalités selon lesquelles est recueilli ce consentement, notamment en ce qui concerne la communication des informations permettant de s'assurer que celui-ci soit libre et éclairé.

3. Enfin, selon la Cour européenne des droits de l'homme, il découle de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme que, « compte tenu de leur caractère invasif en l'espèce, il convient de ne pratiquer les examens médicaux qu'en dernier ressort si les autres moyens permettant de lever le doute sur l'âge de l'intéressé n'ont pas abouti à des résultats concluants »<sup>8</sup>.

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, en projet prévoit que le test médical est réalisé « si un doute subsiste à l'issue de l'évaluation ou en cas de refus manifeste de collaborer à l'évaluation de l'âge ».

Ce faisant, l'avant-projet conditionne le recours au test médical à deux hypothèses alternatives.

La section de législation n'aperçoit pas la plus-value qui s'attache à la seconde hypothèse (« refus manifeste de collaborer à l'évaluation de l'âge ») par rapport à la première (« si un doute subsiste à l'issue de l'évaluation »). Il va en effet de soi qu'un refus manifeste de collaborer à l'évaluation de l'âge ne permet de recourir à un test médical que si un doute subsiste sur la qualité de mineur de la personne concernée, ce qui correspond précisément à la première hypothèse.

La disposition sera réexaminée et le cas échéant revue à la lumière de la présente observation.

4. L'actuel article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du titre XIII, chapitre VI, (article 479) de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 dispose que « [l]es frais de cet examen médical sont toujours à la charge du service des tutelles ».

<sup>8</sup> Cour eur. DH, arrêt *F.B. c. Belgique*, 6 mars 2025, § 92.

Cette disposition n'est toutefois pas reprise dans l'avant-projet à l'examen, sans que le commentaire de l'article ne s'en explique et sans que la section de législation n'en aperçoive le motif.

Le dispositif sera par conséquent complété afin d'y préciser l'instance qui supportera les frais des examens médicaux réalisés.

#### Article 8

Dans la version française, les mots « Remplacer le mot 'mineur' » seront omis.

#### Article 13

Les mots « , inséré par la loi du 29 février 2024 introduisant le livre II du Code pénal » seront ajoutés après la première occurrence des mots « Code pénal ».

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond<sup>‡</sup> en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

## ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

### Artikel 3

Artikel 27, lid 1, eerste alinea, b), van richtlijn (EU) 2024/1346 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming’ bepaalt dat wanneer een verzoek om internationale bescherming wordt ingediend door een persoon die beweert minderjarig te zijn of ten aanzien van wie er objectieve redenen zijn om aan te nemen dat hij minderjarig is, de vertegenwoordiger “zo snel mogelijk en uiterlijk 15 werkdagen na de datum van indiening van het verzoek” aangewezen wordt.

De vierde en de vijfde alinea bepalen bovendien het volgende:

“De lidstaten nemen in hun noodplannen als bedoeld in artikel 32 maatregelen op om ervoor te zorgen dat er overeenkomstig dit artikel vertegenwoordigers worden benoemd en personen die geschikt zijn om voorlopig als vertegenwoordiger op te treden worden aangewezen in gevallen waarin zij met een onevenredig groot aantal verzoeken van niet-begeleide minderjarigen te maken krijgen.

Wanneer de in de vierde alinea bedoelde maatregelen niet volstaan om het hoofd te bieden aan een onevenredig groot aantal verzoeken van niet-begeleide minderjarigen, of in andere uitzonderlijke situaties, kan de aanwijzing van vertegenwoordigers met tien werkdagen worden uitgesteld en kan het aantal niet-begeleide minderjarigen per vertegenwoordiger worden verhoogd tot maximaal vijftig.”

Zo bedraagt de maximumtermijn waarbinnen de voogd aangewezen moet worden vijftien werkdagen – of onder bepaalde omstandigheden vijftientwintig werkdagen – te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek om internationale bescherming is gedaan.

Doordat richtlijn (EU) 2024/1346 dergelijke termijnen vaststelt, onderscheidt ze zich van artikel 24, lid 1, van richtlijn 2013/33/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 ‘tot vaststelling van normen voor de opvang van verzoekers om internationale bescherming’, waarin enkel staat dat de aanwijzing “zo spoedig mogelijk” moet gebeuren.

Die termijnen komen overigens wel overeen met die welke worden bepaald in artikel 23 van verordening (EU) 2024/1348 van het Europees Parlement en de Raad van 14 mei 2024 ‘tot vaststelling van een gemeenschappelijke procedure voor internationale bescherming in de Unie en tot intrekking van Richtlijn 2013/32/EU’.

---

<sup>‡</sup> Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

De ontworpen tekst schrijft enkel voor dat de voogd “zo spoedig mogelijk” aangewezen wordt, maar verwijst niet uitdrukkelijk naar de hierboven vermelde termijnen, die van rechtswege gelden voor verzoekers om internationale bescherming.

Het dispositief en de toelichting op het artikel moeten in het licht van deze opmerking duidelijker worden gesteld zodat ze coherent zijn met de Europese teksten, rekening houdend met de doelstelling van de steller van het voorontwerp, te weten een geharmoniseerde procedure die van toepassing is op niet-begeleide minderjarige vreemdelingen, ongeacht of dezen al dan niet om internationale bescherming verzoeken.

### Artikel 5

In de Franse tekst moet het woord “temporaire” vervangen worden door het woord “provisoire”, zodat de gebruikte terminologie in overeenstemming blijft met die van de andere bepalingen van de gewijzigde wet, waaronder het tweede lid en volgende van de gewijzigde paragraaf.

### Artikel 6

1. In zaken betreffende de kwestie of de toepassing van procedures voor de opvang en de vaststelling van de leeftijd van niet-begeleide minderjarigen verenigbaar is met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens geoordeeld dat het beginsel van het vermoeden van minderjarigheid “est un élément inhérent à la protection du droit au respect de la vie privée d’une personne étrangère non accompagnée déclarant être mineure”,<sup>1</sup> dat voortvloeit uit de bescherming van het hogere belang van het kind. Dat belang wordt gewaarborgd door onder meer artikel 3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind<sup>2</sup> en door artikel 22*bis* van de Grondwet.<sup>3</sup>

Luidens de memorie van toelichting wil artikel 6 van het voorontwerp voorts de procedures voor niet-begeleide minderjarigen die niet om internationale bescherming verzoeken, harmoniseren met de procedures voor niet-begeleide minderjarigen die wel om internationale bescherming verzoeken, zoals die in verordening (EU) 2024/1348 zijn bepaald.

---

<sup>1</sup> Zie voor een toepassing buiten een verzoek om internationale bescherming om: EHRM 21 juli 2022, *D. en C. v. Italië*, § 153, en EHRM 16 januari 2025, *A.C. v. Frankrijk*, §§ 154 e.v.

<sup>2</sup> Dat verdrag is bekrachtigd bij de wet van 25 november 1991 ‘houdende goedkeuring van het Verdrag inzake de rechten van het kind aangenomen te New York op 20 november 1989’.

<sup>3</sup> Zie eveneens Comité van Ministers van de Raad van Europa, 14 december 2022, Aanbeveling CM/Rec (2022)22, aanbeveling nr. 2.

Overeenkomstig het beginsel van het vermoeden van minderjarigheid bepaalt artikel 25, lid 2, van die verordening met name het volgende:

“Indien het resultaat van de in dit lid bedoelde leeftijdsbeoordeling geen uitsluitel geeft over de leeftijd van de verzoeker of de verzoeker indeelt in een leeftijdsgroep jonger dan 18 jaar, gaan de lidstaten ervan uit dat de verzoeker minderjarig is.”

Het huidige artikel 7, § 3, van titel XIII, hoofdstuk VI, (artikel 479) van de programmawet (I) van 24 december 2002 bepaalt dat “[in] geval van twijfel over de uitslag van het medisch onderzoek (...) met de jongste leeftijd rekening gehouden [wordt].”

Die bepaling wordt bij het voorontwerp opgeheven zonder dat er een vergelijkbare bepaling voor in de plaats komt, zodat er geen enkele waarborg meer is dat het vermoeden van minderjarigheid in acht wordt genomen ingeval na het medisch onderzoek onduidelijk is of de niet-begeleide minderjarige inderdaad minderjarig is.

De afdeling Wetgeving ziet geen reden om die waarborg zonder meer af te schaffen.

Het voorontwerp moet worden herzien zodat het afdoend garandeert dat het vermoeden van minderjarigheid, dat uit artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens voortvloeit, in acht wordt genomen.

2. Volgens dezelfde rechtspraak vormt de procedure waarmee de leeftijd van de persoon die verklaart minderjarig te zijn aan de hand van medische onderzoeken wordt beoordeeld, bovendien een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven van die persoon, zelfs wanneer die ermee instemt.<sup>4</sup> Die inmenging moet steunen op een wettelijke basis<sup>5</sup> en is alleen toelaatbaar als de minderjarige daar uit vrije wil en met kennis van zaken mee instemt.<sup>6</sup> Dat impliceert dat de procedure, met inachtneming van het hogere belang van de minderjarige en diens bijzondere kwetsbaarheid, concreet gepaard gaat met passende en afdoende waarborgen, die erin bestaan dat aan de minderjarige inlichtingen worden meegedeeld waarmee hij ervoor kan zorgen dat zijn belangen in het kader van het beslissingsproces daadwerkelijk worden beschermd.<sup>7</sup>

In die zin bepaalt artikel 25, leden 4 en 5, van verordening (EU) 2024/1348 het volgende:

“4. Indien medische onderzoeken worden gebruikt om de leeftijd van een verzoeker te beoordelen, zorgt de bevoegde autoriteit ervoor dat verzoekers, hun ouders, de voor hem of haar volgens het recht of de praktijk van de betrokken lidstaat verantwoordelijke volwassene, hun vertegenwoordigers of de in artikel 23, lid 2, punt a), bedoelde persoon, vóór de behandeling van hun verzoek om internationale bescherming, in een taal die zij begrijpen en op een kindvriendelijke en aan de leeftijd aangepaste manier, in kennis worden gesteld van de mogelijkheid dat hun leeftijd door middel van een medisch onderzoek wordt beoordeeld. Het gaat daarbij onder meer om informatie over de onderzoeksmethode en over mogelijke gevolgen van het resultaat van het medisch onderzoek voor de behandeling van

<sup>4</sup> EHRM 6 maart 2025, *F.B. v. België*, §§ 74-76.

<sup>5</sup> *Ibidem*, § 77.

<sup>6</sup> *Ibidem*, § 90.

<sup>7</sup> EHRM 16 januari 2025, *A.C. v. France*, § 172.

het verzoek, alsook over de mogelijkheid en de gevolgen van een weigering door de verzoeker om het medisch onderzoek te ondergaan. Alle documenten in verband met het medisch onderzoek worden opgenomen in het dossier van de verzoeker.

5. Een medisch onderzoek ter beoordeling van de leeftijd van verzoekers wordt alleen verricht indien de verzoekers, hun ouders, de in lid 4 van dit artikel bedoelde verantwoordelijke volwassene, hun vertegenwoordiger of de in artikel 23, lid 2, punt a), bedoelde persoon de in lid 4 van dit artikel bedoelde informatie hebben ontvangen en met het onderzoek instemmen.”

Het ontworpen artikel 7, § 1, vijfde lid, van titel XIII, hoofdstuk VI, (artikel 479) van de programmawet (I) van 24 december 2002 bepaalt dat een medisch onderzoek alleen mag worden uitgevoerd “na de toestemming van de betrokkene te hebben verkregen”.

Het verdient aanbeveling in het dispositief van het voorontwerp, veeleer dan in de toelichting op het artikel, te bepalen volgens welke modaliteiten die toestemming kan worden verkregen, met name voor wat betreft de mededeling van de informatie waarmee kan worden gegarandeerd dat die toestemming uit vrije wil en met kennis van zaken is gegeven.

3. Ten slotte concludeert het Europees Hof voor de Rechten van de Mens uit artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens dat “*compte tenu de leur caractère invasif en l’espèce, il convient de ne pratiquer les examens médicaux qu’en dernier ressort si les autres moyens permettant de lever le doute sur l’âge de l’intéressé n’ont pas abouti à des résultats concluants*”.<sup>8</sup>

Het ontworpen artikel 7, § 1, vijfde lid, bepaalt dat het medisch onderzoek uitgevoerd wordt “[i]ndien er twijfel blijft bestaan na de beoordeling of in geval van een duidelijke weigering om mee te werken aan de beoordeling”.

Zodoende bepaalt het voorontwerp twee verschillende gevallen waarin het medisch onderzoek wordt uitgevoerd.

De afdeling Wetgeving ziet niet in welke meerwaarde het tweede geval (“een duidelijke weigering om mee te werken aan de beoordeling”) heeft ten opzichte van het eerste (“indien er twijfel blijft bestaan na de beoordeling”). Het spreekt immers voor zich dat een duidelijke weigering om mee te werken aan de beoordeling van de leeftijd slechts aanleiding kan geven tot een medisch onderzoek als er twijfel blijft bestaan over de minderjarigheid van de betrokken persoon minderjarig is, wat precies overeenstemt met het eerste geval.

De bepaling moet opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval worden herzien in het licht van deze opmerking.

4. Het huidige artikel 7, § 1, derde lid, van titel XIII, hoofdstuk VI, (artikel 479) van de programmawet (I) van 24 december 2002 bepaalt dat “[d]e kosten van dat medisch onderzoek (...) altijd ten laste van de dienst Voogdij [zijn]”.

<sup>8</sup> EHRM 6 maart 2025, *F.B. v. België*, § 92.

Die bepaling wordt evenwel niet overgenomen in het voorliggende voorontwerp, zonder dat de toelichting op het artikel daar enige uitleg over geeft en zonder dat de afdeling Wetgeving de reden hiervoor kan achterhalen.

Het dispositief moet bijgevolg worden aangevuld zodat het bepaalt welke instantie de kosten van de uitgevoerde medische onderzoeken zal dragen.

### Artikel 8

In de Franse tekst moeten de woorden “Remplacer le mot ‘mineur’” weggelaten worden.

### Artikel 13

De woorden “, ingevoegd bij de wet van 29 februari 2024 tot invoering van boek II van het Strafwetboek,” moeten ingevoegd worden na de eerste vermelding van het woord “Strafwetboek”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO